

Analyse de la conjoncture pour l'année 2024 par ATTAC-Québec

Texte présenté en ouverture de l'Assemblée générale annuelle du 23 novembre 2024

Le monde

La nuit du 5 novembre dernier, le ciel nous est tombé sur la tête. Dans une élection bien en règle, après une campagne électorale où l'essentiel a été dit, une majorité significative de citoyennes et de citoyens des États-Unis ont élu comme président un agresseur sexuel, un criminel condamné, un raciste, un misogyne, un climatosceptique, un menteur plus que compulsif, un marchand de haine, un admirateur des dictateurs, un autoritariste lui-même, un narcissique en quête de vengeance personnelle, un homme au langage incohérent et décousu, insultant grossièrement ses adversaires, lui, incapable de discuter sérieusement avec qui que ce soit.

Tout cela étant clair et bien établi, il n'existait aucune excuse valable pour donner son vote à Trump. Pourtant, plus de 74 millions d'Américains et d'Américaines l'ont fait, pourtant, il a remporté à la fois le Sénat, la Chambre des représentants, le vote populaire et tous les États pivots. Sans oublier la Cour suprême, déjà sous l'emprise des conservateurs. Rarement, la démocratie aura donné un résultat aussi déconcertant. On en a vu rapidement les résultats : avec la nomination d'individus parmi les plus réactionnaires et les plus fidèles au président dans des postes clés, le cauchemar se transforme en réalité. C'est la consécration de la corruption, de l'incompétence et de l'idéologie libertarienne.

C'est tout ce à quoi nous tenons, nous membres d'Attac, qui sera ciblé dans les prochaines années par le gouvernement le plus puissant du monde : la protection de l'environnement – des années de retard prises en pleine urgence climatique –, la paix dans le monde, la liberté des peuples, la condition des femmes et des personnes les plus vulnérables, l'État de droit, la démocratie, la justice sociale, la vérité, le civisme, la rigueur dans la pensée, etc.

Tout cela avec comme conséquence de faire déborder les pires comportements ailleurs dans le monde. Se retrouvent désormais à la tête des plus grandes puissances des autocrates destructeurs,

qui pourront en toute impunité faire ce qu'ils désirent : Trump aux États-Unis, Poutine en Russie et Xi Jinping en Chine. Le scénario du pire est en train de se réaliser : les guerres, déjà bien relancées, continueront à écraser des peuples, en Palestine en premier lieu, alors que les minces espoirs d'un cessez-le-feu viennent de s'effondrer. L'Ukraine, et peut-être Taïwan, risquent de plier à leur tour devant la loi du plus fort, pour rentrer dans un monde hyper contrôlé, hyper surveillé, alors que la finalité du pouvoir consiste principalement à renforcer la puissance du dictateur et de ceux qui l'entourent.

Dans ce monde en évolution, les nouveaux problèmes ne chassent pas les anciens, malheureusement. Les partis d'extrême droite et les mouvements qui les soutiennent ne dérangent pas l'élite financière qui s'accommode très bien des changements. Ainsi, la jubilation des marchés financiers après la victoire de Trump montre bien de quel côté ils se situaient. L'alliance entre Trump et le milliardaire Elon Musk – l'homme qui a donné plus de 200 millions de dollars US à la campagne du président, selon *The Guardian* – met à jour une proximité sans pareille entre un homme d'affaires et un président, lui-même milliardaire, avec tous les graves conflits d'intérêts et les problèmes démocratiques qui s'ensuivent.

Le slogan de Trump « *drill baby drill* » impulsera de nouvelles exploitations polluantes, encouragera les pétrolières et autres compagnies extractivistes à se lancer dans des affaires fructueuses, alors que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) nous conjure de laisser le gaz, le charbon et le pétrole sous terre. Les GAFAM¹ et leurs semblables profitent amplement de la situation et leurs très rentables réseaux sociaux demeurent les principaux canaux de propagation du mensonge systématique et des préjugés, obstacles majeurs à de vrais débats. Pendant ce temps, une justice plus que jamais soumise au pouvoir politique risque de pencher du côté de la répression plutôt que de protéger les droits et le bien commun.

L'application des grands principes libertariens risque d'être contagieuse, d'autant plus s'ils sont appliqués dans le pays le plus puissant et alors que l'extrême droite se porte très bien dans des pays

¹ Acronyme désignant Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft

comme la France, l'Argentine, l'Inde et l'Italie, en plus de progresser dans les pays scandinaves qui nous ont tant de fois servi de modèles.

Les années devant nous seront malheureusement celles d'une importante régression. Mais nous savons tous et toutes que l'histoire se déroule selon de grands cycles, que le chemin vers des avancées sociales est souvent semé d'embûches et d'adversité. Des contre-pouvoirs et de nombreuses pratiques démocratiques qui ont fait leurs preuves, produisant des modèles qui doivent perdurer, subiront encore plus de dures attaques dans la période à venir. Alors qu'il fallait selon nous les améliorer, voilà qu'il faudra d'abord et avant tout les protéger, pour éviter le pire.

Dans le contexte actuel, il devient difficile de ne pas se sentir impuissant·es. La solidarité internationale, l'engagement profond envers la démocratie et la mobilisation, tout en évitant le découragement, restent parmi les clés essentielles pour résister. Si, aux États-Unis, plusieurs misent sur un effondrement prévisible qui pourra ouvrir la porte au rétablissement d'un monde meilleur, une voie peu enviable, il est clair qu'il faudra soutenir les nombreuses personnes et groupes qui choisissent courageusement de continuer à se battre.

Sûrement faut-il partager l'analyse du sénateur américain de gauche Bernie Sanders sur le fait que le centre gauche politique s'est aliéné les classes ouvrières par son appui prononcé au néolibéralisme, pas seulement aux États-Unis, mais aussi ailleurs dans le monde. Le mouvement altermondialiste avait pourtant posé les bons diagnostics en critiquant avec force la mondialisation néolibérale et les politiques économiques qui l'accompagnent; il a proposé ses solutions. Peu de gens parmi nous avaient prévu que le mécontentement que ces politiques sèmeraient profiterait à ce point à l'extrême droite. Le grand défi pour notre mouvement sera de mieux comprendre ce phénomène et de trouver des réponses attrayantes pour renverser la tendance, un travail exigeant.

Le Canada

Au Canada, la montée de la droite, alimentée par l'impact des années Trump, exerce une influence considérable sur notre paysage politique. Si les tendances actuelles se maintiennent, nous pourrions bientôt voir Pierre Poilievre et le Parti conservateur du Canada, flirtant avec le populisme de droite, prendre le pouvoir. Poilievre contourne souvent les médias traditionnels, préférant s'appuyer sur l'écosystème des GAFAM, des balados et des influenceurs YouTube pour diffuser ses messages.

Compte tenu que près de 70 % des gens au Canada utilisent Internet et les médias sociaux comme source principale d'information – y compris TikTok, YouTube et X (anciennement Twitter) –, cette stratégie s'avère efficace. Depuis le blocage des contenus journalistiques par Meta/Facebook, la consommation de tels contenus a chuté, ouvrant un vide que les réseaux de droite ont rapidement exploité. Mash Communications, qui travaille pour l'industrie pétrolière et des figures comme Danielle Smith et Pierre Poilievre, en est un exemple flagrant.

Parallèlement, des mouvements organisés de droite, avec des slogans comme #FuckTrudeau et des manifestations telles que le convoi des camionneurs à Ottawa en 2022, continuent de s'opposer à la taxe carbone, aux vaccins, aux droits des personnes transgenres, etc. Et, bien sûr aussi, au « wokisme ». En Alberta, la première ministre Danielle Smith s'est alignée sur ces sujets dans ses politiques, renforçant le clivage idéologique au Canada.

Le programme politique de Poilievre reste flou, mais ses priorités sont claires : éliminer la taxe carbone, réduire l'immigration, couper les subventions à CBC (mais pas à Radio-Canada) et imposer des peines plus sévères aux personnes reconnues coupables de crimes. Nous savons qu'il croit au néolibéralisme, à la pensée économique de Friedrich Hayek et Milton Friedman. Certes, il critique l'élite, y compris des lobbyistes et des groupes comme l'Association canadienne des producteurs du pétrole qu'il dit « inutiles », mais cela ne l'empêche pas d'entretenir des relations étroites avec les élites financières de Bay Street. Son député Randy Hoback est l' élu qui a rencontré le plus de lobbyistes. Ce double discours reflète un populisme conçu pour séduire la classe moyenne tout en favorisant des intérêts économiques puissants. Dans un contexte où l'inflation, le coût du logement et les campements urbains préoccupent la population canadienne, Poilievre propose des solutions simplistes : éliminer la taxe carbone, assouplir les règlements pour les

promoteurs, et remplacer le gouverneur de la Banque du Canada. L'application de ces idées ultra libérales causera de profondes des inégalités.

Les élections fédérales sont prévues le 20 octobre 2025. Si le Parti conservateur domine au Canada anglais avec 41 % des appuis, sa popularité reste limitée au Québec, où le Bloc québécois est en tête avec 36 % des intentions de vote. Le Québec continue de se démarquer par son rejet du pétrole albertain et son engagement en faveur de l'environnement.

Les conservateurs mènent une campagne active dans l'Ouest canadien pour défendre les industries des ressources naturelles, accusant le gouvernement Trudeau de vouloir les sacrifier. Le Nouveau parti démocratique (NPD), dans un contexte où plusieurs gouvernements provinciaux dépendent des industries des ressources naturelles, a malheureusement abandonné son soutien à la taxe carbone. De plus, le NPD ayant mis fin à son entente avec les libéraux et le gouvernement libéral étant minoritaire, ce dernier pourrait tomber à tout moment. Après avoir négocié des mesures comme l'augmentation des impôts et taxes pour les riches, l'instauration de soins pharmaceutiques et dentaires publics, ainsi que la prestation canadienne d'urgence, le NPD a décidé de rompre avec les libéraux en partie à cause de l'impopularité croissante de Justin Trudeau. Par conséquent, le Parti conservateur et le Bloc québécois menacent de renverser le gouvernement.

Le leadership de Justin Trudeau est également contesté par plusieurs libéraux, qui envisagent des remplaçant·es potentiel·es, comme Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque du Canada et de la Banque d'Angleterre.

À noter aussi, le Bloc québécois a proposé une hausse de la pension de vieillesse et la protection de la gestion de l'offre comme conditions pour son appui au gouvernement Trudeau. Un projet de loi du Bloc visait à interdire aux négociateurs commerciaux canadiens de faire de futures concessions concernant les marchés protégés des produits laitiers, des œufs et de la volaille. Ce projet a franchi l'étape de la première lecture à la Chambre des communes avec l'appui de tous les partis politiques. Cependant, le 5 novembre dernier, l'élection de Trump a changé la donne. Deux jours plus tard, le 7 novembre, le Comité sénatorial des affaires étrangères et du commerce international a amendé le projet de loi pour le neutraliser, garantissant qu'il n'affecterait ni les

négociations passées, ni les négociations futures. Cela montre que le Canada se soumet déjà aux pressions de Trump pour renégocier l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACÉUM), le nouvel ALÉNA, ce qui risque fort de se faire en faveur des États-Unis.

Actuellement, une révision de l'ACÉUM est prévue tous les six ans. La prochaine est prévue en 2026. Cependant, Trump s'entoure déjà de conseillers critiques envers le Canada, l'ACÉUM et la gestion de notre frontière jugée « trop laxiste ». Le lendemain de l'élection, le ministre de l'Immigration, Marc Miller, n'a d'ailleurs pas tardé à conseiller aux réfugié·es et aux immigrant·es de ne pas venir au Canada.

Il reste à voir comment la culture politique du Canada et du Québec évoluera sous l'effet de la présidence de Trump. Allons-nous, nous aussi, adopter le ton anti-démocratique et fascisant des États-Unis ? Comment protégerons-nous nos institutions démocratiques et le bien commun face à un gouvernement potentiel qui pourrait réduire les programmes sociaux et affaiblir l'État ? Comment organiser un mouvement de résistance contre ces courants mondiaux ?

Il est essentiel de répondre aux préoccupations des gens. Selon certains sondages, ces préoccupations sont principalement liées à l'économie, à l'inflation et au logement. Nous avons de bonnes solutions à proposer sur ces enjeux, la première étant la redistribution de la richesse. Il faut démontrer que nous représentons le véritable contre-pouvoir face aux élites, contrairement à la droite. C'est pourquoi le travail d'Attac sur la justice fiscale, sociale et écologique est crucial !

Le Québec

Depuis l'élection de François Legault en octobre 2022, la popularité de la Coalition Avenir Québec (CAQ) a chuté : un sondage Léger/Le Journal de Montréal/TVA du début novembre 2024 affirmait qu'il n'obtiendrait plus que 24 % des intentions de vote advenant un scrutin général.

La CAQ a aussi perdu quelques vedettes, à commencer par le superministre Pierre Fitzgibbon, responsable de l'économie et de l'énergie, qui, à la stupéfaction générale, a quitté la politique alors qu'il s'apprêtait à déposer son projet de loi sur la réforme énergétique (le PL69). Rappelons que celle-ci prétend décarboner l'économie en doublant la production d'électricité afin de développer l'industrie dite verte (batteries, éoliennes, énergie solaire). De nombreux organismes ont dénoncé cette opération d'écoblanchiment qui, en soutenant de nouveaux projets industriels, augmentera la consommation d'énergies fossiles plutôt que de la réduire (paradoxe désigné par l'expression « l'effet rebond »). Lors des consultations publiques de septembre dernier, Attac ainsi que des organismes écologistes, communautaires et syndicaux ont réclamé le retrait du PL69 qui augmentera les tarifs d'électricité résidentiels (et plongera un ménage sur sept dans une situation de « précarité énergétique », selon l'ACEF du Nord de Montréal). Il est à craindre que le PL69 soit adopté sous le bâillon. Par ailleurs, alors que le projet Northvolt, financé à coût de millions de dollars d'argent public, semble voué à un échec cuisant car la compagnie est au bord de la faillite, on vient d'apprendre que M. Fitzgibbon se joint à un cabinet d'avocats ayant fait du lobbying afin que General Motors reçoive 152 millions de dollars de l'État québécois pour son usine de Bécancour.

La dégringolade de la CAQ, déjà commencée lors de l'AG d'Attac de novembre 2023, s'est accélérée pendant les négociations avec le secteur public. On a pu mesurer l'ampleur de l'insatisfaction de la population envers le gouvernement en entendant les fréquents klaxons des automobilistes saluer les grévistes attroupés le long des routes. Cette atmosphère frénétique et tonitruante rappelait la révolte populaire générée par la grève des étudiant·es de 2012.

Dans l'espoir de faire fléchir l'appui aux syndicats, François Legault tentait de négocier sur la place publique, ce qui renforçait la détermination des grévistes. En fin de compte, il n'a eu d'autre choix que de bonifier ses offres, ce dont il s'est ensuite servi pour justifier son déficit record de 11 milliards de dollars lors du dépôt du budget en avril. Il se garda bien de rappeler que l'envoi fort

critiqué de deux chèques aux contribuables en 2022, totalisant 3,9 milliards de dollars, en plus de baisses d'impôts de 3,5 milliards profitant aux plus riches et que personne ne souhaitait, avaient coûté plus de 7 milliards au trésor public.

Plus d'argent dans les coffres : le refrain temporairement oublié pendant la pandémie allait donc encore être entonné! Et, avec lui, les deux mots clés de la doctrine néolibérale définissant les choix du gouvernement et du Conseil du patronat, sans qu'on ose les prononcer toutefois : privatisation et austérité.

Ainsi, en santé, le recours au privé se normalise de plus en plus. Le ministre Christian Dubé laisse maintenant entendre que le réseau ne peut pas se passer des cliniques privées pour offrir les services dont la population a besoin. Pourtant, l'expansion de ces cliniques privées depuis quelques années n'a pas amélioré l'accès aux soins. Un demi-million de Québécois et de Québécoises sont toujours sans médecin de famille. Quant aux listes d'attente pour des chirurgies, elles ne cessent de s'allonger (au-delà de 160 000 personnes attendent depuis plus d'un an une intervention chirurgicale).

La création de l'agence Santé Québec, qui entrera en fonction en décembre 2024, élargira encore la part du privé dans le système. Sa directrice Geneviève Biron a déjà demandé aux établissements de santé et de services sociaux de réduire leur budget de fonctionnement. En détériorant encore les conditions de travail dans le réseau public, ces compressions ne feront qu'accélérer l'exode des médecins du secteur public vers le privé et accentuer la crise. Il est assez ironique de noter que le contrat d'engagement de Mme Biron représente à lui seul un coût de 1,8 million de dollars (625 000 \$ sur trois ans)...

Le secteur de l'éducation subira aussi des mesures d'austérité. On apprenait entre autres cet automne que les centres de francisation devraient annuler des cours en raison de la rigueur budgétaire. Malgré une augmentation substantielle des demandes, le gouvernement refuse d'augmenter les fonds au-delà de ce qui avait été attribué en 2020-2021.

Comme pour le réseau de la santé, le gouvernement n'entend pas remettre en question la place du privé dans le système scolaire, même si de plus en plus de voix dénoncent la ségrégation scolaire et réclament la fin du financement de l'école privée. (Le système scolaire québécois serait le plus inégalitaire du Canada. Une minorité de finissant·es du public poursuivent des études universitaires.)

Sur un autre front, malgré les appels à l'aide de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), aux prises avec un important manque à gagner causé par la diminution de l'achalandage dans le réseau de transport collectif, la ministre des Transports, Geneviève Guilbault, reste catégorique : selon elle, le transport public n'est pas une mission de l'État ! Après avoir mandaté la firme Raymond Chabot Grant Thornton pour enquêter sur les pratiques de gestion de l'ARTM, elle a plutôt conclu que celle-ci pourrait économiser 346 millions de dollars par année en révisant certaines pratiques. Encore une fois, outre l'adoption d'une formule de « transport à la demande », on recommande le recours à des fournisseurs privés et l'assouplissement des conventions collectives, considérées comme « un frein à la mise en place de mesures d'optimisation », selon le rapport.

Ne craignant pas la contradiction, le gouvernement de la CAQ a aussi, pour une énième fois, relancé le projet d'un troisième lien Québec-Lévis, malgré l'avis de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et malgré le fait que le nombre de véhicules augmente deux fois plus vite que la population. La remise en question de l'auto solo, indispensable pour assurer la transition écologique, n'est pas pour demain si un tel aveuglement volontaire persiste.

Plutôt que de renoncer aux préceptes du néolibéralisme, François Legault utilise souvent des idées simplistes pour expliquer les problèmes de société, comme accuser l'immigration d'être la cause de toutes les difficultés. Or, les pénuries de logements et la crise des réseaux publics de la santé et de l'éducation, pour ne prendre que ces exemples, sont des problèmes complexes qui nécessitent une analyse rigoureuse et nuancée. C'est pour ces raisons que sont essentielles des organisations comme la nôtre, qui approfondissent la réflexion et proposent des solutions concrètes, justes et durables aux défis de la société actuelle.

Avouons-le : la dernière année a été particulièrement difficile. La montée de l'extrême droite et l'application de politiques de plus en plus inspirées par la pensée libertarienne a de quoi nous inquiéter. Plus que jamais, il importe de rester solidaires, de ne pas abandonner la lutte, de montrer du courage s'il le faut. Un mouvement social énergique est toujours l'un des meilleurs antidotes contre la montée de la réaction.